

PARLEMENT  
DE LA  
COMMUNAUTE FRANÇAISE

Session 1997-1998

---

30 JUIN 1998

---

PROJET DE DECRET  
CONTENANT LE REGLEMENT DEFINITIF  
DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE  
POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1984

---

## EXPOSE DES MOTIFS

---

L'article 13, § 2, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 a rendu applicable à la Communauté française les dispositions de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat.

En vertu de l'article 71, § 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989, les dispositions en matière de comptabilité de l'Etat restent applicables à la Communauté française jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi prévue à l'article 50, § 2, de la même loi spéciale; cette loi déterminera les dispositions générales applicables aux budgets et à la comptabilité des Communautés et Régions.

Toutefois, ce sont les dispositions en vigueur à l'époque de l'exécution du budget qui lui sont applicables. Il sera donc fait référence à la loi du 28 juin 1963 telle que modifiée par les lois des 31 décembre 1966, 22 décembre 1977 et 2 juillet 1981.

Le compte d'exécution du budget a été établi conformément aux prescriptions des articles 27, 28 et 32. Le résultat final en recettes et en dépenses des opérations imputées durant l'année budgétaire y est exposé.

Les crédits disponibles à la fin de l'année budgétaire 1983 ont été reportés conformément aux articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963.

Les observations de la Cour des comptes ont fait l'objet du document CCF 220, n° 1 de la session 1990-1991 sous l'intitulé « Cour des comptes-observations et documents soumis au Conseil de la Communauté française (fascicule 3) ».

La Cour a reconnu que le projet de compte qui lui était soumis était conforme aux documents produits.

Le présent projet de décret qui est soumis par le Gouvernement aux délibérations du Parlement a pour objet de donner au compte 1984, la sanction légale prescrite.

Par le Gouvernement de la Communauté française,

*Le ministre du Budget,  
des Finances,  
et de la Fonction publique,*

J.-C. VAN CAUWENBERGHE.

**PROJET DE DECRET**  
**CONTENANT LE REGLEMENT DEFINITIF**  
**DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**  
**POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1984**

Le Gouvernement de la Communauté française, sur proposition de son ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique

**ARRETE:**

Le ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique est chargé de présenter au Parlement de la Communauté française le projet de décret dont la teneur suit.

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>**

**Engagements effectués en exécution du budget**

**Article 1<sup>er</sup>**

Les crédits d'engagements initiaux alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 1984, s'élèvent à 1 950 400 000 francs (Tableau annexe I, colonne 3).

Ce montant se compose comme suit:

	<i>(en francs)</i>
— opérations courantes:	20 00 000
— opérations de capital:	1 930 400 000

**Art. 2**

Les crédits d'engagement initiaux ont été:

— modifiés par l'adaptation, conformément aux décrets d'ajustement, se traduisant par une augmentation de 212 200 000 francs et une diminution de - 193 400 000 francs (Tableau annexe I, colonne 3);

— complétés par le report de crédits effectué en vertu des articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat (Tableau annexe I, colonne 3), s'élevant à 1 139 083 904 francs.

**Art. 3**

Le total des crédits d'engagement disponibles pour les engagements de l'année budgétaire 1984 s'élève à 3 108 283 904 francs (Tableau annexe I, colonne 3) se décomposant comme suit:

	<i>(en francs)</i>
— opérations courantes:	30 736 500
— opérations de capital:	3 077 547 404

**Art. 4**

Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent (Tableau annexe I, colonne 3) à la somme de 1 360 213 704 francs.

Ce montant se décompose comme suit:

	<i>(en francs)</i>
— opérations courantes:	18 719 022
— opérations de capital:	1 341 494 682

**Art. 5**

Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 1 748 070 200 francs (Tableau annexe I, colonne 3).

Ce montant se décompose comme suit:

	Crédits à reporter à l'année 1984	Crédits à annuler
Opérations courantes	12 017 478	0
Opérations de capital	1 736 052 722	0

(Tableau annexe I, colonnes 1, 2).

**CHAPITRE 2**

**Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget**

**§ 1<sup>er</sup>. Fixation des recettes**

**Art. 6**

Les recettes budgétaires de l'année 1984 s'élèvent à 31 251 148 694 francs (Tableau annexe II, colonne 1).

Ce montant se décompose de la manière suivante :

	<i>(en francs)</i>
— recettes courantes :	27 092 458 164
— recettes de capital :	4 158 690 530

## § 2. Fixation des crédits de dépenses

### Art. 7

Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 1984 ont réparti les crédits initiaux pour l'ordonnancement des dépenses de la manière suivante :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement	Total
Dépenses courantes	26 676 900 000	20 000 000	26 696 900 000
Dépenses de capital	2 576 500 000	1 771 400 000	4 347 900 000
Total	29 253 400 000	1 791 400 000	31 044 800 000

(Tableau annexe III, colonnes 1 à 7).

### Art. 8

Ces autorisations de dépenses ont été :

— modifiées par l'ajustement effectué en vertu des décrets d'ajustement (Tableau annexe III).

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement	Total
Dépenses courantes	466 400 000	-1 100 000	465 300 000
Dépenses de capital	-38 100 000	16 300 000	-21 800 000
Total	428 300 000	15 200 000	443 500 000

### Art. 9

Le total des autorisations de dépenses allouées disponibles pour l'année budgétaire 1984 s'élève à 38 902 390 870 francs (Tableau annexe III, colonnes 1 à 7).

Ces autorisations de dépenses se répartissent comme suit :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement	Total
Dépenses courantes	32 742 100 156	49 868 118	32 791 968 274
Dépenses de capital	3 156 820 911	2 953 601 685	6 110 422 596
Total	35 898 921 067	3 003 469 803	38 902 390 870

## § 3. Fixation des crédits de dépenses

### Art. 10

Les dépenses à charge de l'année budgétaire 1984 se montent à 31 179 568 037 francs (Tableau annexe III, colonne 7), se répartissant entre :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement	Total
<b>Dépenses courantes</b>			
— concernant les prestations d'années antérieures (colonnes 1, 2, 5)	2 139 855 447	3 782 584	2 143 638 031
— concernant les prestations de l'année en cours (colonnes 1, 2, 5)	25 180 964 221	14 234 146	25 195 198 367
<b>Total (1)</b>	<b>27 320 819 668</b>	<b>18 016 730</b>	<b>27 338 836 398</b>
<b>Dépenses de capital</b>			
— concernant les prestations d'années antérieures (colonnes 3, 4, 6)	115 656 246	448 121 691	563 777 937
— concernant les prestations de l'année en cours (colonnes 3, 4, 6)	2 210 935 188	1 066 018 514	3 276 953 702
<b>Total (2)</b>	<b>2 326 591 434</b>	<b>1 514 140 205</b>	<b>3 840 731 639</b>
<b>Total (1) + (2)</b>	<b>29 647 411 102</b>	<b>1 532 156 935</b>	<b>31 179 568 037</b>

## Art. 11

De ce montant, il a été justifié à la Cour des comptes un montant de 31 001 403 094 francs dont :

— 29 619 315 449 francs pour les crédits non dissociés (Tableau annexe III, colonnes 1, 3);

— 1 382 087 645 francs pour les crédits d'ordonnement (Tableau annexe III, colonnes 2, 4).

## Art. 12

Pour les dépenses restant à régulariser, d'un montant de 178 164 943 francs dont :

— 28 095 653 francs de crédits non dissociés;

— 150 069 290 francs de crédits d'ordonnement;

il est fait application de l'article 32 de la loi du 28 juin 1963 (Tableau annexe III, colonnes 1, 3).

## § 4. Règlement des crédits

## Art.13

La comparaison entre les crédits répartis par décret (article 9) et les opérations imputées (article 10) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 1984 de 7 722 822 833 francs.

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement	Total
Crédits répartis	35 898 921 067	3 003 469 803	38 902 390 870
Opérations imputées	29 647 411 102	1 532 156 935	31 179 568 037
<b>Excédent de crédit</b>	<b>6 251 509 965</b>	<b>1 471 312 868</b>	<b>7 722 822 833</b>

## Art. 14

Le montant des crédits disponibles au 31 décembre 1984 comprend :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement	Total
Crédits répartis	1 654 063 527	0	1 654 063 527
Crédits à reporter à l'année budgétaire 1984	4 617 259 128	1 471 312 868	6 088 571 996
<b>Excédent de crédit</b>	<b>6 271 322 655</b>	<b>1 471 312 868</b>	<b>7 742 635 523</b>

(Tableau annexe III, colonne 7).

La partie à fusionner avec les crédits de l'année 1985 s'élève à :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement	Total
Dépenses courantes	1 920 262 730	31 851 388	1 952 114 118
Dépenses de capital	434 162 160	1 439 461 480	1 873 623 640
Total	2 354 424 890	1 471 312 868	3 825 737 758

#### Art. 15

Compte tenu de la différence entre les crédits disponibles tels qu'ils sont détaillés à l'article 14 et celle déterminée à l'article 13, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 19 812 690 francs dont :

— pour les crédits non dissociés : 19 812 690 francs ;

— pour les crédits d'ordonnancement : 0 franc.

Ces crédits sont répartis ainsi que mentionné au Tableau annexe IV.

#### § 5. Résultat général des recettes et des dépenses du budget 1984

#### Art. 16

Le résultat général du budget de l'année budgétaire 1984 se présente comme suit :

	(en francs)
Opérations courantes :	
Recettes	27 092 458 164
Dépenses	27 338 836 398
Excédent de dépenses	-246 378 234
Opérations de capital :	
Recettes	4 158 690 530
Dépenses	3 840 731 639
Excédent de recettes	317 958 891
Opérations réunies :	
Recettes	31 251 148 694
Dépenses	31 179 568 037

En conclusion, compte non tenu du résultat de la section particulière, les recettes excèdent les dépenses de

71 580 657

de l'année budgétaire 1983 s'élevait à

-1 349 186 125

Solde de l'année budgétaire 1984

-1 277 605 468

### CHAPITRE 3

#### Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget

#### Art. 17

Les décrets budgétaires de l'année 1984 ont évalué les recettes et dépenses pour la section particulière du budget de la Communauté française ainsi qu'il suit :

	(en francs)
— Recettes :	7 682 100 000
— Dépenses :	7 991 000 000

(Tableau annexe V, colonnes 1, 2).

#### Art. 18

Le solde disponible au 1<sup>er</sup> janvier 1984 s'élevait à -420 992 553 francs.

Le total des recettes perçues dans le courant de l'année budgétaire se chiffre à 8 872 456 832 francs.

Total disponible de l'année 1984 pour les recettes : 8 451 464 279 francs.

(Tableau annexe V, colonnes 3, 7).

#### Art. 19

Les dépenses imputées s'élèvent à 8 681 317 151 francs (Tableau annexe V, colonne 4).

Ce montant comprend 696 778 529 francs de dépenses restant à régulariser pour lesquelles il est fait application de l'article 32 de la loi du 28 juin 1963 (Tableau annexe V, colonne 5).

## Art. 20

La différence entre les recettes perçues et les dépenses imputées dans l'année budgétaire s'élève à 191 139 681 francs (Tableau annexe V, colonne 6).

Compte tenu du total disponible pour les dépenses de l'année budgétaire 1984, tel que déterminé à l'article 18, et des dépenses reprises à l'article 19, le solde disponible au 31 décembre 1984 à la section particulière du budget de la Communauté française s'établit à -229 852 872 francs.

Il sera reporté à l'année budgétaire 1985.

Bruxelles, le 8 juin 1998.

*Le ministre du Budget, des Finances,  
et de la Fonction publique,*

J.-C. VAN CAUWENBERGHE.

**TABLEAUX**

- I. ENGAGEMENTS A CHARGE DES CREDITS D'ENGAGEMENTS
- II. RECETTES
- III. DEPENSES
- IV. DEPASSEMENTS DE CREDITS
- V. SECTION PARTICULIERE

TABLEAU I  
ENGAGEMENTS A CHARGE DES CREDITS D'ENGAGEMENTS

	Dépenses courantes (1)	Dépenses de capital (2)	Dépenses totales (3)
Budgets initiaux	20 000 000	1 930 400 000	1 950 400 000
Ajustements des crédits:			
Augmentations	0	212 200 000	212 200 000
Diminutions	-1 100 000	-192 300 000	-193 400 000
Crédits reportés de l'année précédente	11 836 500	1 127 247 404	1 139 083 904
Total des crédits	30 736 500	3 077 547 404	3 108 283 904
Engagements comptabilisés dans le courant de l'année budgétaire	18 719 022	1 341 494 682	1 360 213 704
Règlement des crédits:			
Crédits disponibles à la fin de l'année budgétaire	12 017 478	1 736 052 722	1 748 070 200
— Crédits reportés	12 017 478	1 736 052 722	1 748 070 200
— Crédits à annuler	0	0	0
Crédits définitifs de l'année budgétaire	18 719 022	1 341 494 682	1 360 213 704

TABLEAU II  
RECETTES

Nature	Recettes imputées (1)
TITRE I <sup>er</sup> : Recettes courantes	27 092 458 164
TITRE II: Recettes de capital	4 158 690 530
Recettes totales	31 251 148 694

TABLEAU II (bis)

## VENTILATION SELON L'ANNEE D'IMPUTATION COMPTABLE

Nature des recettes	Prévisions	Droits constatés et recettes imputées	Différence entre prévisions et réalisations	
			-	+
<b>Recettes courantes :</b>				
1. Crédit global visé à l'art. 4 de la loi du 9 août 1980 Art. 46.01	22 537 200 000	22 678 300 000	0	141 100 000
2. Dotation relative au paiement des soldes des années antérieures Art. 46.03	657 100 000	657 100 000	0	0
3. Ristournes d'impôts visées au § 2 de l'art. 9 de la loi du 9 août 1980 Art. 46.04	2 086 000 000	2 194 600 000	0	108 600 000
4. Crédit visé à l'art. 7 de la loi du 9 août 1980 Art. 46.05	1 568 500 000	1 515 900 000	-52 600 000	0
5. Produits divers Art. 06.02	0	0	0	0
6. Vente de biens non durables et services Art. 06.01	53 500 000	24 798 348	-28 701 652	0
7. Remboursement de traitements, salaires et allocations Art. 11.01	0	4 573 020	0	4 573 020
8. Avances de fonds Art. 12.01	0	17 186 796	0	17 186 796
<b>Total des recettes courantes</b>	<b>26 902 300 000</b>	<b>27 092 458 164</b>	<b>-81 301 652</b>	<b>271 459 816</b>
<b>Recettes de capital :</b>				
1. Crédit global visé à l'art. 4 de la loi du 9 août 1980 Art. 66.01	3 944 000 000	3 968 700 000	0	24 700 000
2. Crédit visé à l'art. 7 de la loi du 9 août 1980 Art. 66.02	186 400 000	187 600 000	0	1 200 000
3. Vente d'immeubles Art. 76.01	0	0	0	0
4. Vente autres biens patrimoniaux Art. 76.02	0	0	0	0
5. Recettes diverses patrimoniales Art. 06.01	0	2 390 530	0	2 390 530
<b>Total des recettes de capital</b>	<b>4 130 400 000</b>	<b>4 158 690 530</b>	<b>0</b>	<b>28 290 530</b>
<b>Total des recettes de la Communauté française</b>	<b>31 032 700 000</b>	<b>31 251 148 694</b>	<b>-81 301 652</b>	<b>299 750 346</b>

TABLEAU II (*ter*)  
REVENTILATION DES RECETTES PAR ANNEE BUDGETAIRE

Nature des recettes	Prévisions	Droits constatés et recettes imputées	Différence entre prévisions et réalisations	
			-	+
<b>Recettes courantes :</b>				
1. Crédit global visé à l'art. 4 de la loi du 9 août 1980 Art. 46.01	22 537 200 000	22 678 300 000	0	141 100 000
2. Dotation relative au paiement des soldes des années antérieures Art. 46.03	657 100 000	657 100 000	0	0
3. Ristournes d'impôts visées au § 2 de l'art. 9 de la loi du 9 août 1980 Art. 46.04	2 086 000 000	1 997 000 000	-89 000 000	0
4. Crédit visé à l'art. 7 de la loi du 9 août 1980 Art. 46.05	1 568 500 000	1 515 900 000	-52 600 000	0
5. Produits divers Art. 06.02	0	0	0	0
6. Vente de biens non durables et services Art. 06.01	53 500 000	24 798 348	-28 701 652	0
7. Remboursement de traitements, salaires et allocations Art. 11.01	0	4 573 020	0	4 573 020
8. Avances de fonds Art. 12.01	0	17 186 796	0	17 186 796
<b>Total des recettes courantes</b>	<b>26 902 300 000</b>	<b>26 894 858 164</b>	<b>-170 301 652</b>	<b>162 859 816</b>
<b>Recettes de capital:</b>				
1. Crédit global visé à l'art. 4 de la loi du 9 août 1980 Art. 66.01	3 944 000 000	3 968 700 000	0	24 700 000
2. Crédit visé à l'art. 7 de la loi du 9 août 1980 Art. 66.02	186 400 000	187 600 000	0	1 200 000
3. Vente d'immeubles Art. 76.01	0	0	0	0
4. Vente autres biens patrimoniaux Art. 76.02	0	0	0	0
5. Recettes diverses patrimoniales Art. 06.01	0	2 390 530	0	2 390 530
<b>Total des recettes de capital</b>	<b>4 130 400 000</b>	<b>4 158 690 530</b>	<b>0</b>	<b>28 290 530</b>
<b>Total des recettes de la Communauté française</b>	<b>31 032 700 000</b>	<b>31 053 548 694</b>	<b>-170 301 652</b>	<b>191 150 346</b>

TABLEAU III  
DEPENSES

Nature des dépenses et nature des crédits	Dépenses courantes		Dépenses de capital		Total dépenses courantes (5)	Total dépenses de capital (6)	Total général (7)
	Crédits non dissociés (1)	Crédits d'ordonnan- cement (2)	Crédits non dissociés (3)	Crédits d'ordonnan- cement (4)			
Crédits votés ou à voter:							
Crédits initiaux	26 676 900 000	20 000 000	2 576 500 000	1 771 400 000	26 696 900 000	4 347 900 000	31 044 800 000
Ajustements:							
Augmentations	711 800 000	0	121 300 000	787 600 000	711 800 000	908 900 000	1 620 700 000
Diminutions	-245 400 000	-1 100 000	-159 400 000	-771 300 000	-246 500 000	-930 700 000	-1 177 200 000
Crédits ouverts	27 143 300 000	18 900 000	2 538 400 000	1 787 700 000	27 162 200 000	4 326 100 000	31 488 300 000
Crédits reportés de l'année 1983	5 598 800 156	30 968 118	618 420 911	1 165 901 685	5 629 768 274	1 784 322 596	7 414 090 870
<b>Totaux</b>	<b>32 742 100 156</b>	<b>49 868 118</b>	<b>3 156 820 911</b>	<b>2 953 601 685</b>	<b>32 791 968 274</b>	<b>6 110 422 596</b>	<b>38 902 390 870</b>
Crédits complémentaires à allouer par le décret de comptes pour dépenses faites au-delà des crédits							
	19 812 690	0	0	0	19 812 690	0	19 812 690
<b>Crédits totaux</b>	<b>32 761 912 846</b>	<b>49 368 118</b>	<b>3 156 820 911</b>	<b>2 953 601 685</b>	<b>32 811 780 964</b>	<b>6 110 422 596</b>	<b>38 922 203 560</b>
Dépenses imputées:							
Dépenses totales	27 320 819 668	18 016 730	2 326 591 434	1 514 140 205	27 338 836 398	3 840 731 639	31 179 568 037
Prestations effectuées:							
au cours de l'année antérieure	2 139 855 447	3 782 584	115 656 246	448 121 691	2 143 638 031	563 777 937	2 707 415 968
au cours de l'année	25 180 964 221	14 234 146	2 210 935 188	1 066 018 514	25 195 198 367	3 276 953 702	28 472 152 069
Paiements non régularisés au 31/12/84	23 359 453	385 914	4 736 200	149 683 376	23 745 367	154 419 576	178 164 943
Soldes des crédits:							
Montants	5 441 093 178	31 851 388	830 229 477	1 439 461 480	5 472 944 566	2 269 690 957	7 742 635 523
Crédits à annuler définitivement	1 600 456 256	0	53 607 271	0	1 600 456 256	53 607 271	1 654 063 527
<b>Crédits à reporter à l'année 1985</b>	<b>3 840 636 922</b>	<b>31 851 388</b>	<b>776 622 206</b>	<b>1 439 461 480</b>	<b>3 872 488 310</b>	<b>2 216 083 686</b>	<b>6 088 571 996</b>

TABLEAU IV  
DEPASSEMENTS DE CREDITS

Numéros et libellés des articles	Montant des dépassements de crédits
Titre I <sup>er</sup> — Dépenses courantes	
Section 71: Affaires générales du secteur Sport et Tourisme	
Chapitre I <sup>er</sup> — § 1 <sup>er</sup> ,	
11.03.11 Rémunération du personnel actif et en disponibilité Communauté française	13 944 484
Section 72: Tourisme	
Chapitre III — § 4.	
34.01.11 Subventions aux organismes internationaux de Tourisme: cotisations, participations, etc.	14 433
Section 96: Enseignement par correspondance	
Chapitre I <sup>er</sup> — § 1 <sup>er</sup> .	
11.03 Rémunérations du personnel actif et en disponibilité	5 853 773
TOTAL	19 812 690

TABLEAU V  
SECTION PARTICULIERE

Budgets	Prévisions		Opérations comptabilisées				Soldes	
	Recettes (1)	Dépenses (2)	Recettes (3)	Dépenses		Différence entre recettes et dépenses (6)	Au 01/01/1984 (7)	Au 31/12/1984 (8)
				Totaux (4)	Restant à régulariser (5)			
Culture française	7 682 100 000	7 991 000 000	8 872 456 832	8 681 317 151	696 778 529	191 139 681	-423 083 120	-231 943 439
Education nationale	0	0	0	0	0	0	517 050	517 050
Prévoyance sociale	0	0	0	0	0	0	1 573 517	1 573 517
Totaux	7 682 100 000	7 991 000 000	8 872 456 832	8 681 317 151	696 778 529	191 139 681	-420 992 553	-229 852 872